Prolétaires de tous les pays, UNISSEZ-VOUS !

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Mensuel nº 415 • Septembre 2010 • www.internationalism.org • france@internationalism.org • 1,30 Euro – 2,50 FS – 2 $ can.

FACE AUX ATTAQUES BRUTALES CONTRE LES TRAVAILLEURS

L'affrontement avec la bourgeoisie est inévitable

Quel que soit le nom donné à la violence des coups qui nous sont portés en avalanche par le gouvernement : réformes, politique de rigueur ou programmes d'austérité, la coupe est pleine !

Quelle que soit la situation de tous ceux qui subissent la pression de l'exploitation capitaliste, que l'on soit ouvrier en usine, dans une petite entreprise, en CDI, dans un emploi partiel ou précaire, travailleur social, fonctionnaire, ingénieur, cadre, étudiant, chômeur, retraité..., nous sommes tous pris à la gorge.

C'est une véritable guerre que la bourgeoisie nous a déclarée !

Si les effets de l'attaque sur les retraites ne se font pas encore sentir à l'heure actuelle, elles pèseront lourdement dans les années qui viennent sur toutes les générations de prolétaires. Mais dès aujourd'hui, l'ampleur et la profondeur de toutes les autres attaques menées simultanément sont durement ressenties.

Les budgets sociaux sont passés à la moulinette et les services du même nom sont en plein délabrement. Le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite comme les regroupements de services publics débouchent sur une situation qui vire de plus en plus ouvertement au cauchemar ou à la catastrophe, en particulier dans le secteur de la santé et de l'éducation. Les fermetures de structures hospitalières comme de classes entières dans les écoles au nom des économies budgétaires à réaliser prennent une tournure de plus en plus dramatique.

Dans de plus en plus d'entreprises s'exerce un chantage au licenciement pour faire baisser les salaires, comme actuellement de 10% chez General Motors à Strasbourg. Et les multiples expériences de ces dernières années montrent que de tels "sacrifices" ne servent à rien : les charrettes de licenciements reprendront de plus belle quelques mois plus tard.

Les conditions draconiennes imposées aux chômeurs qui les placent sous la menace constante d'être rayés du Pôle Emploi sont de plus en plus insupportables. Ceux qui se retrouvent au chômage sont brutalement isolés de toute vie sociale, plongés dans la misère et le désœuvrement. Dans le secteur public comme dans le privé, la surcharge pour ceux qui restent au travail est telle qu'ils n'en peuvent plus. La souffrance et les suicides au travail sont devenus un phénomène de société de plus en plus répandu. De plus en plus de salariés comme de familles se trouvent en situation de détresse non seulement financière (chaque année, la commission de surendettement enregistre 150 000 nouveaux dossiers) mais aussi physiologique comme psychologique. La détérioration des conditions de vie est accentuée par les hausses à répétition des prix du gaz, de l'électricité, du fuel, du loyer, par les nouvelles hausses de tarifs des transports publics tandis que, dans les magasins, chacun peut constater la valse à l'augmentation des produits alimentaires de première nécessité. Les soins sont de moins en moins remboursés alors que les cotisations de santé grimpent en flèche, de même que les assurances. Pour un nombre croissant d'entre nous, c'est au quotidien que se pose le problème de se nourrir, de se loger, de se soigner, de se vêtir de manière décente.

La chasse aux "niches" fiscales décrétée prioritaire par le gouvernement va une fois encore frapper les foyers les plus modestes : il s'agit avant tout de taxer davantage l'épargne dite populaire, les assurances-vie, l'amélioration de l'habitat. Les retraités, même aux revenus les plus bas, se verront imposés plus lourdement à la CSG. Même si le gouvernement vient de faire provisoirement marche arrière après avoir déclaré que les étudiants devront désormais choisir entre l'aide personnalisée au logement ou la demi-part de réduction d'impôts pour leurs parents, les jeunes générations sont confrontées à une misère et à une précarité croissantes face à l'augmentation des droits d'inscription à l'université et des tarifs des restaurants universitaires, à la hausse des loyers de leur chambre. Pour prendre un exemple parmi cent autres : la refonte des programmes en classe de Seconde va contraindre les parents de lycéens à acheter les livres solaires au prix du neuf et pas d'occasion. Et les mêmes familles savent déjà que l'extension promise de cette "réforme" aux autres classes continuera à grever leur budget les années suivantes...

C'est à notre tour d'engager frontalement le combat !

La montée de la colère et de l'indignation est attisée par un profond sentiment d'injustice. La bourgeoisie ne cesse d'étaler une arrogance incroyable. L'été a été rempli par les "affaires", du feuilleton Woerth-Bettencourt jusqu'au train de vie dispendieux et aux privilèges exorbitants de plusieurs ministres.

Le gouvernement Sarkozy n'a rien d'autre à avancer pour répondre à nos revendications que de rouler les mécaniques en montrant les muscles et les dents avec ses campagnes sécuritaires et populistes qui, dans la droite ligne de son débat foireux sur "la nationalité," flattant les fractions les plus réactionnaires et conservatrices de son électorat, amalgame allègrement délinquance, insécurité et immigration. Le point d'orgue en est la répugnante et scandaleuse chasse et expulsion des Roms désignés comme boucs-émissaires. Alors que les rafles et les contrôles continuent de s'abattre sur les travailleurs sans-papiers immigrés, sont montés en épingle des faits divers (attaques contre des flics, affrontements entre bandes rivales, ...) pour faire adopter de nouvelles lois répressives. Une partie d'entre elles sont d'ailleurs du flan : on focalise l'attention sur quelques cas particuliers, on fait voter une nouvelle loi qui proclame une déchéance de la nationalité à l'encontre d'une poignée de criminels "d'origine étrangère qui auraient porté atteinte à la vie d'un policier ou d'un gendarme" ou qui se seraient rendus coupables de polygamie ou d'incita-

(suite page 3)

RUSSIE, PAKISTAN, CHINE, ETC.

Catastrophes naturelles ou nature catastrophique du capitalisme ?

Cet été, de violentes catastrophes se sont abattues sur les populations partout dans le monde : les flammes ont embrasé la Russie et le Portugal, des moussons dévastatrices ont noyé le Pakistan, l'Inde, le Népal et la Chine [1] sous la boue, des inondations ont également frappé l'Europe de l'Est et une partie de l'Allemagne. La liste des catastrophes de l'été 2010 est encore longue.

La multiplication des ces phénomènes et leur gravité croissante n'est pas le fruit du hasard, ni une triste fatalité contre laquelle on ne peut rien et dont personne n'est blâmable. De l'origine à la gestion des catastrophes, le capitalisme et ses lois fondamentales portent une très lourde responsabilité.

Le capitalisme détruit la planète

Selon l'avis de nombreux scientifiques, le réchauffement de la planète joue un rôle important dans la multiplication des phénomènes climatiques extrêmes, comme les canicules, les pluies diluviennes, les cyclones, etc. : "*Ce sont des événements qui sont appelés à se reproduire et à s'intensifier dans un climat perturbé par la pollution des gaz à effet de serre*" [2]. Et pour cause, de 1997 à 2006, alors que la température de la planète ne cessait d'augmenter, le nombre de catastrophes, de plus en plus intenses, a augmenté de 60 % par rapport à la décennie précédente. Comme un symbole de ce réchauffement global de la planète, au début du mois d'août, un gigantesque iceberg de 250 km² s'est détaché de l'Océan arctique, réduisant, pour la quatrième année consécutive, la taille du glacier à moins de 4 millions de km². Cet été, des records de chaleur ont d'ailleurs été enregistrés, comme le stupéfiant 53,5 °C du 26 mai au Pakistan : "*La température moyenne de la planète montre, selon les relevés et analyses de l'équipe de James Hansen au Goddard Institute for Space Studies (Nasa), que les six premiers mois de l'année 2010 détiennent le record de chaleur depuis cent trente ans*" [3].

Les scientifiques des compagnies pétrolières, les politiciens et les chroniqueurs de télévision peuvent s'agiter en déclarant que le réchauffement planétaire n'est pas le résultat d'une pollution massive de l'atmosphère, l'ensemble des recherches scientifiques sérieuses démontrent une corrélation évidente entre le rejet des gaz à effet de serre, le réchauffement climatique et la multiplication des catastrophes naturelles. Cependant, les scientifiques se trompent lorsqu'ils affirment qu'un peu de volonté politique des gouvernements est en mesure de changer les choses. Le capitalisme est incapable de limiter les rejets de gaz à effet de serre car il faudrait alors s'opposer à ses propres fondements, ceux du profit, de la production à moindre frais et de la concurrence. C'est pour répondre à ces lois que la bourgeoisie pollue avec, entre autres exemples, son industrie lourde, ou qu'elle fait parcourir à ses marchandises des milliers de kilomètres.

La responsabilité du capitalisme dans l'ampleur de ces catastrophes ne se limite d'ailleurs pas à la pollution atmosphérique et au dérèglement climatique. La destruction méthodique des écosystèmes, à travers, par exemple, la déforestation massive, le stockage des déchets dans les zones naturelles de drainage, ou l'urbanisation anarchique, parfois jusque dans le lit des rivières asséchées et au cœur de

(suite page 2)

1) En plus des inondations et des coulées de boues dans plusieurs provinces, la Chine a subi, en prime, une gigantesque marée noire liée à l'explosion d'un oléoduc.

2) Jean-Pascal Van Ypersele, vice-président du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), AFP.

3) Sylvestre Huet (journaliste scientifique), *Libération*, 12 août 2010.



Dans ce numéro

Suite de la page 1

Catastrophes naturelles ou nature catastrophique du capitalisme ?

secteurs notablement inflammables, a fortement aggravé l'intensité des catastrophes.

Les incendies en Russie manifestent les contradictions du capitalisme

Alors que nous écrivons ces lignes, plusieurs centaines de feux font encore rage dans une large région autour de Moscou, brûlant des centaines de milliers d'hectares de forêt, de tourbière, de zone agricole, urbaine, etc. Le feu aurait déjà tué plus de 50 personnes et laissé des milliers d'autres sans abri [4]. Plusieurs jours, une épaisse fumée, dont les conséquences sur la santé ont été catastrophiques au point de doubler le taux quotidien de mortalité, a envahi la capitale. Et pour faire bonne mesure, des risques nucléaires et chimiques importants menacent les populations bien au-delà des frontières russes, en particulier à cause des incendies sur des terres contaminées par l'explosion de la centrale de Tchernobyl, des sites nucléaires eux-mêmes menacés par les flammes et des entrepôts d'armes et de produits chimiques plus ou moins oubliés dans la nature, qui n'ont d'ailleurs curieusement pas bénéficié du même engouement médiatique.

Ces incendies ont été l'occasion d'étaler toute l'incurie de la bourgeoisie et l'étiolement de la société capitaliste. En effet, l'un des aspects les plus frappants de ces événements est l'incapacité de l'Etat russe à maîtriser les incendies. Le Premier ministre Vladimir Poutine peut jouer les super héros devant les caméras de télévision en pilotant un bombardier d'eau, ce désastre est le résultat de plusieurs décennies de politiques typiquement bourgeoises, à la fois cynique et aveuglées par le profit.

Un élément essentiel pour comprendre le rôle de la bourgeoisie dans l'envergure des incendies est l'état stupéfiant d'abandon des forêts. La Russie est un pays immense doté d'un parc forestier très important et dense, nécessitant un soin particulier pour circonscrire rapidement les débuts d'incendies afin d'éviter qu'ils ne se répandent jusqu'à devenir incontrôlables. Or, beaucoup de massifs forestiers russes ne sont même pas dotées de voies d'accès, si bien que les camions de pompiers sont incapables d'atteindre le cœur de la plupart des incendies. La Russie compte d'ailleurs sur seulement 22 000 pompiers, soit moins qu'un petit pays comme la France, pour lutter contre les flammes, et sur les gouverneurs régionaux, notablement corrompus, qui préfèrent employer les maigres moyens dont ils disposent pour la gestion des forêts à l'achat de voitures de luxe, comme l'ont révélé plusieurs scandales.

Le même cynisme vaut pour les fameux feux de tourbière, zones dont le sol est constitué de matière organique en décomposition particulièrement inflammable [5] : en plus de laisser les tourbières à l'abandon, la bourgeoisie russe a favorisé la construction d'habitations sur ces zones alors que des incendies avaient déjà fortement sévi en 1972. Le calcul est bien simple : sur ces secteurs dangereux, les promoteurs immobiliers ont pu acheter des terrains, déclarés constructibles par la loi, à un prix dérisoire. C'est de cette manière que le capitalisme transforme des phénomènes naturels humainement maîtrisables en véritables catastrophes.

Au Pakistan, des millions de sinistrés sont victimes des luttes impérialistes

Depuis le mois de juillet, des pluies torrentielles s'abattent sur le Pakistan [6], occasionnant des inondations majeures, des glissements de terrain, des milliers de victimes, plus de 20 millions de sinistrés et des dégâts matériels considérables. La famine et la propagation de maladies, notamment le choléra, sont venues empirer une situation déjà désespérée. Pendant plus d'un mois, au milieu de cet horrible tableau, la bourgeoisie pakistanaise et son armée n'ont fait qu'étaler une incompétence et un cynisme hallucinants, accusant l'implacabilité de la nature, alors que, comme en Russie, entre urbanisation anarchique et services de secours impuissants, les lois du capitalisme apparaissent comme l'élément essentiel pour comprendre l'ampleur de la catastrophe.

Mais un aspect particulièrement écoeurant de cette tragédie est la manière dont les grandes puissances impérialistes essayent de tirer profit de la situation, au détriment des victimes, en utilisant les opérations humanitaires comme alibi. Les Etats-Unis soutiennent en effet le gouvernement très contesté de Youssouf Raza Gilani et ont très rapidement profité des événements pour déployer un important contingent militaire constitué de porte-hélicoptères, de navires d'assaut amphibie, etc. Au nom de la lutte contre le terrorisme [7], les Etats-Unis ont quadrillé le Pakistan et freinent toujours l'arrivée de "l'aide internationale" venant d'autres pays, "aide humanitaire" elle aussi constituée de militaires, de diplomates et d'investisseurs sans scrupules.

Comme pour chaque catastrophe d'ampleur, tous les moyens sont mis en œuvre par tous les Etats pour faire valoir leurs intérêts impérialistes. Parmi ces moyens, la promesse de dons est devenue une opération systématique : tous les gouvernements annoncent officiellement une manne financière substantielle qui n'est officieusement accordée qu'en échange de la satisfaction des ambitions des donateurs. Par exemple, à ce jour, 10 % seulement de l'aide internationale promise en janvier 2010 après le tremblement de terre à Haïti a été effectivement versée à la bourgeoisie haïtienne. Et le Pakistan ne fera bien sûr pas exception à la règle ; les millions promis ne seront versés qu'à titre de commission d'Etat contre services rendus.

Le capitalisme et la bourgeoisie sont bien directement responsables de la multiplication et de l'ampleur meurtrière des catastrophes climatiques. La classe ouvrière ne doit se faire aucune illusion sur la capacité de la classe dominante à protéger l'humanité contre les phénomènes naturels violents : ce n'est pas en substituant aux cliques gouvernementales en place des dirigeants plus "verts", en espérant des réformes écologiques, que nous sauveront la planète et l'humanité du chaos environnemental. Les fondements du capitalisme, la recherche du profit, la concurrence, etc., sont, à tous les niveaux, au cœur de la problématique. Il nous faut les détruire.

V (25 août)

4) Ces chiffres sont à lire avec beaucoup de précautions car le gouvernement russe est passé maître dans l'art de la désinformation. Le mensonge sur les chiffres n'est d'ailleurs pas une spécialité slave puisque, d'après plusieurs témoignages, l'inondation dans le Var, que nous avons traité dans notre précédent numéro, aurait fait bien plus de victimes et de dégâts que ceux communiqués par le gouvernement français.

5) Les autorités russes en sont réduites à attendre le gel de l'hiver pour éteindre les incendies de tourbière en profondeur.

6) L'Afghanistan, la Chine, l'Inde et le Népal ont également été touchés de manière importante.

7) Le gouvernement pakistanais, dans une situation particulièrement instable, a rapidement averti de l'imminence d'une insurrection des talibans réfugiés à la frontière de l'Afghanistan, pour justifier de nombreuses mesures répressives. A la fin du mois d'août, en guise d'insurrection, une bande de pieds nickelés islamistes, se réclamant d'Al Qaïda, a (enfin !) attaqué une obscure milice à la solde du gouvernement, causant deux morts.

Une vague de grèves parcourt la Chine

Il est courant de penser que l'économie chinoise échappe à la crise globale du capitalisme. Mais il faudrait le dire aux milliers de travailleurs chinois qui, au cours des dernières semaines, ont pris part à une vague de grèves qui a touché beaucoup de régions du pays !

Les luttes dont il a été le plus rendu compte sont celles qui ont eu lieu dans plusieurs usines Honda qui ont connu jusqu'ici trois vagues de grèves ; les ouvriers ont même réussi, lors de la première, à obtenir des augmentations de salaires jusqu'à 24%. A Foxconn, producteur d'Ipods où il y a eu beaucoup de suicides récemment, les grévistes ont obtenu une augmentation de salaire de 70%. A l'usine KOK (fabricant de pièces détachées), des affrontements se sont produits entre les travailleurs et les forces de l'ordre lorsque ces dernières ont tenté d'empêcher les ouvriers de sortir dans les rues faire connaître leur lutte.

Les médias chinois n'ont pas fait de black-out sur ces luttes parce que les compagnies étaient toutes étrangères et qu'ils ont utilisé ces conflits pour développer la propagande gouvernementale contre les rivaux régionaux japonais et sud-coréens. En réalité, des ouvriers de beaucoup d'entreprises chinoises ont également participé à des mouvements de grèves dans plusieurs villes. La police et d'autres forces de sécurité ont été régulièrement utilisées contre eux.

Des grèves qui s'étendent

Avec des titres tels que "La montée d'un mouvement ouvrier chinois" (*Businessweek.com*), "La nouvelle génération secoue le monde du travail en Chine" (*Reuters*) et "Des grèves mettent la Chine en difficulté par des troubles sociaux" (*Associated Press*), la bourgeoisie et ses médias reconnaissent que le mouvement actuel va au-delà du mécontentement croissant de la classe ouvrière chinoise qu'on avait connu dans la période précédente.

L'article d'*Associated Press* (11 juin 2010) dit que "*les autorités ont depuis longtemps toléré des mouvements de protestation, locaux et limités, de la part des ouvriers mécontents de leurs salaires ou sur d'autres questions, reconnaissant ainsi peut-être la nécessité d'une issue face à ces frustrations*", mais le *Financial Times* (11 juin 2010) ajoute que : "*Il y a des signes que les mouvements sociaux de protestation sont bien plus étendus et coordonnés qu'on ne le pensait, suscitant des peurs face à la possibilité de revendications similaires qui augmenteraient les coûts des multinationales".* Un économiste résidant à Hong-Kong et cité par le *Daily Telegraph* (10 juin 2010) y fait écho en écrivant : "*Tout ce qu'il faut maintenant, c'est une seule étincelle et les nouvelles se répandront dans toute la Chine, ce qui pourrait amener à des actions de grève similaires dans d'autres usines*".

Travail et capital

Les "experts" tentent de minimiser les raisons de ces luttes et leur tendance à inspirer d'autres travailleurs et à s'étendre : "*Les ouvriers se tiennent au courant des grèves grâce aux téléphones portables et aux QQ – messageries instantanées. Ils comparent leurs salaires et leurs conditions de travail, souvent avec ceux des ouvriers de leur province d'origine, et utilisent ces informations pour négocier avec leurs employeurs, a expliqué Joseph Cheng, professeur à l'Université de la ville de Hong Kong. "[Des mouvement sociaux] ont eu lieu dans les Deltas de la Pearl River et du Yangtsé depuis le début de l'année" du fait du manque de main d'oeuvre.*" (*Financial Times*, ibid.) Et comme le résume un autre "expert" : "*L'une des grèves a eu lieu parce que les ouvriers se sont retrouvés rien qu'en s'envoyant des messages" a dit Dong Baohua, professeur de droit à l'Université de Politique et de Droit de Chine occidentale. La technologie moderne favorise l'éclatement de grèves"* (ibid.)

Les innovations technologiques sont bel et bien utilisées par les ouvriers mais ce n'est pas ce qui explique pourquoi ils font grève, pourquoi ils veulent se regrouper pour lutter. Ce qui l'explique, ce sont les conditions dans lesquelles ils travaillent et vivent. Selon les statistiques officielles, les salaires constituaient, en 1983, 56% du PIB chinois ; ils sont tombés à 36% en 2005. Au cours des cinq dernières années, presque un ouvrier sur quatre en Chine n'a eu aucune augmentation de salaire. Si quelqu'un s'est enrichi grâce au miracle économique chinois, ça n'a pas été la classe ouvrière. Les récentes augmentations du salaire minimum dans les grandes provinces industrialisées comme le Guangdong, le Shandong, le Ningxia et le Hubei ont été expliquées comme des tentatives de répondre aux effets de l'inflation, mais même les médias d'Etat ont parfois admis qu'elles avaient aussi pour but de prévenir le mécontentement social.

Dans le journal officiel en ligne *Le Quotidien du Peuple* (9 juin 2010), on peut lire, dans un article à la une sous le titre : "*Les experts prévoient l'augmentation des conflits du travail*", que "*les conflits sociaux croissants initiés en Chine méridionale vont amener une tendance à l'augmentation des salaires dans un futur proche*". Ceci est présenté comme une "opportunité" mais aucune explication n'est apportée pour les "conflits". Pourtant, comme les capitalistes partout, on peut faire le calcul, comme un fonctionnaire l'expliquait à propos des projets d'investissement des entreprises à Hong-Kong : "*Si le coût du travail s'accroît, les profits baisseront et il se peut qu'elles déplacent les usines dans des pays où la main d'oeuvre serait moins chère*".

S'organiser dans les syndicats ou en dehors ?

En Chine, cela fait longtemps que l'impatience et la frustration vis-à-vis des syndicats se développent. Ces organes explicitement étatiques non seulement découragent les grèves et cherchent à les empêcher, mais encore ont, comme à Honda, utilisé la violence physique contre les ouvriers qui, en retour, ont combattu les représentants syndicaux. Ce n'est pas par hasard si les ouvriers ont cherché d'autres voies. Un article du *New York Times* (10 juin 2010) par exemple, tout en rapportant que "*des grèves éparses ont commencé à gagner des provinces chinoises épargnées jusqu'ici par les conflits sociaux*", présentait également ce qu'il s'était passé à Honda au cours d'une des grèves : "*Ici les ouvriers ont développé une organisation démocratique élaborée, élisant des délégués de base pour les représenter dans les négociations collectives avec le patronat. Ils demandent aussi le droit de former un syndicat distinct de la fédération nationale des syndicats contrôlée par le gouvernement qui, depuis longtemps, s'est préoccupée de maintenir la paix sociale pour les investisseurs étrangers.*"

Il est ici nécessaire de rappeler l'expérience des ouvriers en Pologne de 1980-81 dont la grève a touché tout le pays, et au cours de laquelle des assemblées ouvrières ont créé leurs propres comités et d'autres formes d'organisation. Toute la force du mouvement a été affaiblie par l'idée de créer "des syndicats libres" en opposition aux syndicats dirigés par l'Etat. Cette idée s'est matérialisée dans la création de Solidarnosc, syndicat qui commença par saper le mouvement au début des années 1980 et finit par diriger un gouvernement d'austérité avec Lech Walesa pour président au début des années 1990.

L'effort des ouvriers pour prendre en main leurs luttes peut prendre beaucoup de formes, que ce soient des délégués de base, des comités élus, des délégations à d'autres ouvriers ou des réunions massives dans lesquelles les ouvriers eux-mêmes décident de l'organisation de la lutte. Ce qui est important, c'est de comprendre la dynamique d'un mouvement.

Au cours de la première grève à Honda, une délégation a fait une déclaration qui montrait clairement les illusions existant sur les possibilités des syndicats, mais qui contenait, aussi, de très bonnes idées. Par exemple : "*Nous ne luttons pas seulement pour les droits de 1800 ouvriers, mais pour les droits des ouvriers de tout le pays*", montrant clairement que la préoccupation des ouvriers allait bien plus loin que leur seule usine.

Il y a aussi un passage qui, tout en faisant partie d'un document, affirme que : "*C'est le devoir du syndicat de défendre les intérêts collectifs des travailleurs et de diriger les grèves ouvrières*", et montre que d'autres idées se développent aussi : "*Nous tous, ouvriers de Honda Auto Parts Manifacturing Co, Ltd, devons rester unis et ne pas nous laisser diviser par la direction (...). Nous appelons tous nos camarades ouvriers à exprimer leur point de vue auprès de leurs représentants ouvriers. Bien que ces représentants ne couvrent pas les ouvriers de tous les départements, ils recueillent les opinions de tous les ouvriers de l'usine avec sérieux et égalité. Les ouvriers des chaînes de fabrication qui sont motivés et voudraient participer aux négociations avec la direction peuvent se joindre à la délégation à travers l'élection... Sans l'approbation de l'assemblée ouvrière, les représentants ne donneront unilatéralement leur accord à aucune proposition d'un niveau inférieur aux revendications établies plus haut.*" (*libcom.org*) Et on pouvait encore lire sur *businessweek.com* : "*Nous appelons tous les ouvriers à maintenir un haut degré d'unité et à ne pas laisser les capitalistes nous diviser.*"

En Chine, la situation matérielle qui impulse les luttes et la question de comment s'organiser est la même que celle que rencontrent les ouvriers partout dans le monde.

Car (11 juin 2010)

Des boucs émissaires et un faux-fuyant à la politique d'austérité

Décidément, Sarkozy n'en a pas fini de régler ses comptes avec l'immigration. Après le "nettoyage de la France au Kärcher", France qu'il faut "débarrasser de la racaille", le président français s'est lancé, effets de menton habituels à l'appui, dans la mise en œuvre d'une politique répressive aggravée vis-à-vis de la communauté "rom".

Une centaine de camps de "gens du voyage" ont ainsi été évacués *manu militari*, et leurs occupants dépouillés de leurs caravanes ou roulottes puis jetés à la rue, traités pire que du bétail, le fusil dans le dos. Avec plus d'un millier de "roms" expulsés de France depuis fin juillet, le ministre de l'Intérieur Hortefeux espère bien dépasser le chiffre des 9875 expulsions réalisées en 2009 vers la Bulgarie et la Roumanie de ces indésirables roms dont plus de 8000 ont déjà été virés du territoire depuis janvier 2010. Pourtant, même au sein de l'establishment politique français, de nombreuses "pointures" de tous bords ont souligné leur opposition à cette politique tellement énorme aux relents de xénophobie la plus crapuleuse, une politique de pogroms. Il n'y a guère eu que Marine Le Pen pour saluer ces positions de Sarkozy comme celles que son parti défend depuis trente ans, et outre les sarkozystes du premier cercle, tel Estrosi,… Kouchner. En effet, le chef de la diplomatie française, avec pour une fois un sac de rires sur le dos, a déclaré, en réponse à une seconde mise en garde de l'ONU dont il stigmatise les "caricatures" et les "amalgames"[1] : *"Jamais le Président de la République n'a stigmatisé une minorité en fonction de son origine"* (!).

Ainsi Villepin, qui en tant que ministre de l'Intérieur, puis Premier ministre de la présidence Chirac, avait mis en œuvre de nombreuses mesures anti-immigrés, s'est-il élevé avec vigueur contre cette politique trop grossière parlant de "tâche sur le drapeau français". Bernard Debré, député UMP de Paris, se dit "choqué" et souligne de son côté "le risque de dérapage vers la xénophobie et le racisme". Sortez vos mouchoirs !

Le PS, tout en dénonçant cette opération, comme Rocard déclarant qu'on n'avait "pas vu cela depuis les nazis", a critiqué Sarkozy, mais pour l'engager à poursuivre son effort. En effet, dans un communiqué daté du 18 août, il critique le projet du gouvernement de supprimer 3 500 postes de policiers dans les trois prochaines années, et déclare : *"Jamais il n'y a eu autant de distance entre les paroles et les actes d'un gouvernement. Si le PS critique le gouvernement, ce n'est pas parce qu'il en ferait trop sur la sécurité, c'est, au contraire, parce qu'il n'agit pas réellement."* Il est vrai que le PS, depuis Joxe, Cresson et le même Rocard, en connaît un rayon, puisque c'est lui qui a mis en œuvre les premiers charters musclés dans les années 1980.

Cependant, malgré ces critiques qui fusent de partout, qu'il s'agisse du pape ou de l'ONU, en passant par l'Union européenne, et malgré l'opposition grandissante dans la population française devant cette écœurante politique discriminatoire, Sarkozy et son ministre de l'Immigration, l' "ex"-socialiste Éric Besson, ont annoncé mercredi 24 août une *"accélération des reconduites de ressortissants bulgares et roumains"* dont les départs bien hypocritement présentés comme "volontaires" signifie un "retour" dans des pays où cette frange de la population est souvent persécutée. Et pour dissuader ces "profiteurs" et "délinquants" de revenir pour toucher à nouveau leurs 300 euros de "prime à l'expulsion", ce dernier va instituer des fichiers biométriques en direction des possibles contrevenants pour leur interdire l'accès aux frontières de l'Hexagone.

En fait, ce discours gouvernemental et cette politique particulièrement répressive à l'égard des roms servent plusieurs objectifs aux yeux de Sarkozy. Le plus important est de se focaliser sur une population très marginalisée, souvent arriérée et analphabète, formant une communauté fermée et peu communicative, et que de ce fait il est facile de criminaliser, afin d'en faire à bon compte le bouc émissaire de la crise économique et d'une justification de la politique générale de répression que mène l'État français. Le plus répugnant, c'est que cette "ethnie" déjà reléguée à une survie dans de véritables cloaques et des dépotoirs de la société, se retrouve facilement exposée à l'instrumentalisation. L'attaque de Sarkozy contre les roms ne pouvait provoquer au mieux, dans la période actuelle, que de la compassion mais pas de mouvement actif de solidarité en leur défense au sein de la classe ouvrière ; d'autant que la plupart des évacuations ont eu lieu pendant les vacances d'été. En dehors des déclarations emphatiques et hypocrites des politicards et de certains groupes politiques, rien ne s'y est opposé.

Un autre volet de ce battage médiatique intensif est de faire du bruit pour faire diversion aux tensions sociales qui se précisent dès cette "rentrée". Cette propagande sert aussi par son vernis sécuritaire à donner des moyens juridiques de perpétrer des arrestations massives, ou d'autres visant à imposer de fortes amendes aux familles immigrées dont les jeunes ont des démêlés avec la police. Les parents seront tenus pour légalement responsables des actes de leur enfant mineur, lorsque celui-ci a été poursuivi ou condamné pour une infraction et qu'il viole les interdictions et les obligations auxquels il est soumis. Ces parents pourraient se voir infliger jusqu'à deux ans de prison et 30 000 euros d'amende alors que c'est le chômage, la précarité, la misère qui les a brisés et rendus incapables d'assumer leur rôle éducatif.

Un des pompons des nouvelles mesures sécuritaires proposées par Sarkozy est la "déchéance de la nationalité française". Un des arguments avancés par certains laudateurs de cette mesure est que "Être français se mérite", c'est-à-dire les mêmes mots employés par Raphaël Alibert, Garde des Sceaux de Pétain, en juillet 1940, afin de justifier une loi portant création d'une "Commission de révision des naturalisations" laquelle procéda à la "dénaturalisation" de centaines de milliers de français, principalement des juifs[2].

Du point de vue de l'efficacité et de l'impact que cette mesure pourrait avoir dans la pratique aujourd'hui, elle n'a rien à voir avec celle de 1940. C'est un simple gadget. Mais elle présente l'avantage de tenter d'accroître la division de la classe ouvrière entre travailleurs français et travailleurs immigrés, de plus ou moins fraîche date. Elle permet une focalisation médiatique sur un faux problème, totalement étranger aux intérêts des exploités, celui de leur "nationalité".

Non, aucune nationalité ne se mérite et les ouvriers n'en ont que faire. Comme disait *le Manifeste communiste* de 1848 : "Les prolétaires n'ont pas de patrie". Et c'est tous ensemble, quelle que soit leur couleur de peau ou leur origine ethnique ou nationale qu'ils devront se battre contre cette société qui leur impose à tous des conditions de vie et un avenir catastrophiques.

Wilma (27 août)

1) Et son copain Sarkozy, lui, n'a pas fait d'amalgame en mettant dans le même sac roms, "gens du voyage" de nationalité française depuis des générations, immigrés et délinquants !

2) Sarkozy, pour sa part, et contrairement à Le Pen dont il essaie de récupérer les électeurs, ne s'en prend pas aux juifs. D'ailleurs, selon la tradition juive, il est juif lui-même puisque sa mère est juive. Mais fondamentalement, après ce qui s'est passé pendant la Seconde Guerre mondiale, cela ferait "désordre" aujourd'hui de la part d'un Président de la République.

Suite de la page 1

L'affrontement avec la bourgeoisie est inévitable

tion à l'excision". Cette politique à courte vue qui nous prend ouvertement pour des gogos manipulables à souhait ne rehausse nullement le prestige de l'État et devient même un obstacle embarrassant pour les intérêts de la bourgeoisie nationale. Le discrédit du chef de l'État est tel qu'un hebdomadaire comme *Marianne* a pu le traiter de voyou sans être même traîné en justice...

Il n'y a pourtant pas d'illusions à se faire sur un changement d'équipe. Voter autrement n'empêchera pas les attaques... La preuve, c'est que la politique de rigueur est partout menée aussi bien par des gouvernements de gauche que par des gouvernements de droite. Partout, les mesures qui dégringolent vont dans le même sens. Dans tous les pays, les prolétaires sont confrontés à des attaques similaires et partout, ils sont face aux mêmes perspectives de conditions de vie encore plus misérables. Ainsi en Grèce ou en Espagne, en plus de l'attaque sur les retraites, ce sont des gouvernements de gauche et sociaux-démocrates qui viennent d'imposer brutalement des baisses des salaires de 20 ou 10 % à tous les prolétaires. C'est ce qui nous attend et cela montre l'avenir qui nous est réservé partout. Et il n'est pas besoin de lire dans le marc de café pour savoir que ce sera de pire en pire.

Ce n'est pas parce nous avons affaire à des méchants ou à des pourris mais parce que le système capitaliste est en faillite ouverte à l'échelle mondiale et que la bourgeoisie nous fait payer sa crise au prix fort.

Le capitalisme ne nous donnera jamais un gouvernement plus social ou plus équitable. En Espagne, c'est le gouvernement "socialiste" de Zapatero qui, de concert avec la droite, a lancé fin juin et début juillet une grande campagne idéologique diffamatoire pour discréditer et isoler la courageuse grève des travailleurs du métro de Madrid en lutte contre une baisse de 5% de leur salaire.

Tôt ou tard, la classe ouvrière devra se défendre et ne peut pas faire l'économie d'un affrontement inévitable avec un système qui ne peut que faire plonger chacun d'entre nous dans une profonde misère. Nous ne pouvons plus attendre ni hésiter !

Les prolétaires en France ne sont pas seuls !

Cela signifie aussi que la classe ouvrière en France doit prendre conscience qu'elle n'est pas seule à affronter cette terrible réalité, que dans tous les pays, elle est poussée à mener le même combat contre les mêmes attaques que mènent ses exploiteurs. De la Chine au Panama, en passant par le Bangladesh et le Cachemire, la classe ouvrière démontre qu'elle est capable de développer massivement et avec détermination son combat classe contre classe à l'échelle mondiale.

Il n'y a pas d'autre perspective que d'entrer massivement en lutte pour se défendre sinon, c'est l'enfoncement assuré dans des conditions de vie toujours plus misérables. Entrer en lutte massivement signifie lutter ensemble et de manière déterminée en vue de réaliser l'extension et l'unité la plus large possible dans le combat. Seule la mobilisation du plus grand nombre face aux mêmes attaques est capable de faire reculer la bourgeoisie même si elle reviendra inévitablement à la charge ; mais c'est aussi le seul moyen d'empêcher le déclenchement d'attaques supplémentaires. Rappelons-nous comment, en 2006, les jeunes générations ont ainsi réussi à imposer au gouvernement Villepin le retrait du CPE. Ce n'est pas à travers les successions de journées d'action épisodiques et stérilisantes qui nous sont proposées que nous y parviendrons. Ce n'est pas en nous en remettant à ces spécialistes du sabotage des luttes et de la division des ouvriers entre eux que sont les syndicats, c'est en prenant nous-mêmes collectivement l'initiative des luttes, en appelant PARTOUT nous-mêmes à former des assemblées générales ouvertes à TOUS les ouvriers sans exclusive de corporations ou de secteurs, aux chômeurs, aux retraités, aux étudiants, que nous établirons un rapport de force face à la classe dominante. C'est aussi en gardant le contrôle de ces luttes entre nos mains sous le contrôle permanent de ces assemblées générales à travers l'élection de délégués révocables à tout moment. Il n'y a pas d'autre chemin possible pour faire entendre notre refus d'un futur entraînant l'humanité à sa perte et construire un autre avenir.

W (28 août)

www.internationalism.org

Derniers articles mis en ligne

Lettre de solidarité d'un groupe de postiers de Madrid : *Solidarité totale avec les grévistes du métro de Madrid !*

Cachemire : *Au milieu de coups de feu entre l'Etat indien et les séparatistes, un demi-million de travailleurs affirment leur identité de classe*

Prise de position de James Connolly *sur la question de l'indépendance irlandaise*

PANAMA

Lutte des travailleurs des bananeraies à Bocas de Toro

Différents camarades et groupes nous ont envoyé des informations et des commentaires sur cette lutte qui vient de se dérouler. Nous les remercions profondément pour cette collaboration et les encourageons à la poursuivre. Nous savons tous que les médias ne sont pas neutres et servent effrontément leurs maîtres : l'État et le capital, tantôt en exerçant un black-out total sur les luttes ouvrières – en particulier celles qui montrent des tendances intéressantes de solidarité, d'auto-organisation, de combativité…, et tantôt en organisant de scandaleuses campagnes de calomnie comme on l'a vu récemment lors de la grève du métro à Madrid. Il est donc de la plus grande importance que les minorités avancées de la classe effectuent une tâche d'information rapide sur les luttes ouvrières.

Il ne s'agit pas de "s'encourager" en ne mettant en avant que ce qui est positif. La classe ouvrière n'a pas besoin de petites tapes dans le dos. Nous avons besoin d'informations véridiques sans craindre d'exprimer les faiblesses, les obstacles et les difficultés.

Pour en revenir aux luttes au Panama, nous voudrions souligner que malgré les faiblesses et limites encore très grandes qu'ont aujourd'hui les luttes ouvrières, nous voyons toutefois un élément très positif : les luttes se développent avec une certaine coïncidence dans les pays dits "riches" (Grande-Bretagne, Grèce, France, Chine, Espagne…) comme dans les pays "pauvres" (Roumanie, Panama, Bangladesh, Inde…), montrant que, bien qu'il faille encore vaincre d'énormes obstacles pour réaliser pleinement l'unité internationale du prolétariat en brisant notamment les divisions entre travailleurs des pays "riches" et des pays "pauvres" qui ont tant été utilisées par les classes dominantes [1], celle-ci se cherche.

La grève a éclaté à partir du 1er juillet dans la province bananière de Bocas de Toro, limitrophe avec le Costa Rica. Elle exigeait d'une part le paiement des salaires en suspens et, d'autre part, s'opposait au problème politique posé par la nouvelle loi promue par le gouvernement Martinelli, dite Loi 30, qui *"restreint le droit de grève et les négociations collectives, habilite l'embauche de "briseurs de grève" et accorde l'immunité à la police en lui accordant des droits par-dessus la Constitution panaméenne"* [2]. Cette Loi 30 inclut également des articles qui annulent le versement automatique des quote-parts syndicales de la part des patrons. Elle s'accompagne en outre de mesures répressives comme l'officialisation du mouchardage, un décret du ministère de la Sécurité publique légalisant la figure de l'"agent caché" qui a les mains libres pour épier et accuser quiconque *"effectue des activités contre la Sécurité nationale, les biens de l'État, la coexistence sociale, c'est-à-dire que quiconque est susceptible d'être dénoncé"*.

L'agitation provoquée par ces mesures a poussé plus de 10 000 personnes à manifester le 29 juin dans la ville de Panama. Mais la combativité des travailleurs bananiers a rapidement occupé le premier plan de la situation sociale. La grève s'est rapidement étendue à toute la province. *"Plus de quarante piquets ont bloqué dès le 1er juillet les vingt points d'accès à Bocas de Toro, rassemblant une énorme adhésion populaire, des groupes d'indigènes de toutes les propriétés de la région se sont rapidement joints à la lutte entamée par le syndicat de bananiers, s'ajoutant aux blocages organisés par les travailleurs et à l'occupation de l'aéroport, qui a été complètement bloqué"*. Les travailleurs se réunirent à entrée des principales villes de la province, puis partirent en manifestation en appelant tout le monde à s'unir à la lutte. Ces actions ont rapidement trouvé un écho, la solidarité de la population s'est exprimée clairement avec des manifestations et des assemblées quotidiennes d'appui. Face aux brutales attaques policières, des barricades ont été levées tant dans les avenues urbaines que sur les routes rurales. Malgré les pressions des autorités, les parents ont décidé de ne pas envoyer leurs enfants à l'école et, dans la foulée, les étudiants du secondaire se sont solidarisés avec la lutte en paralysant totalement les centres éducatifs.

"Outre les groupes d'indigènes et de voisins, à la grève des bananiers s'unirent rapidement celle des enseignants et celle des travailleurs de la construction qui œuvrent à l'extension du Canal de Panama, mobilisés contre des coupes sur les salaires et le licenciement des principaux dirigeants ouvriers. Les étudiants de l'Université de Panama se sont aussi manifestés, bloquant la voie Transísmica en soutien à la lutte des bananiers et contre la Loi 30, devant faire face là aussi à une répression brutale qui s'est achevée par la détention de 157 étudiants du Collège des arts et métiers qui participaient au blocage de la voie Transísmica aux côtés des étudiants de l'Université de Panama".

Le gouvernement a déchaîné une répression sauvage. Elle fut particulièrement barbare dans la ville de Changuinola, centre de la grève dans les bananeraies. Selon différentes sources, il y a eu six morts et des centaines de blessés, victimes des tirs du corps anti-mutineries directement envoyé par le Président de la République. Ils ont utilisé des pastilles qui ont provoqué de graves dommages aux yeux de nombreux manifestants. Selon un témoignage, *"Des enfants sont morts asphyxiés par les gaz lacrymogènes lancés dans des zones résidentielles. Ils ont été victimes de problèmes respiratoires, disent les autorités qui ne les comptabilisent donc pas comme victimes de la brutalité policière"*, ce qui augmenterait le nombre de morts. Un autre témoignage indique que *"la police est allée chercher des blessés dans les maisons et les hôpitaux pour les emprisonner. Sans le moindre mandat judiciaire, ils ont effectué des perquisitions dans les résidences et jusqu'à la Maison Cural, se livrant à des arrestations. Ils ont torturé, frappé, humilié, insulté…"*

Les syndicats poignardent les travailleurs dans le dos

Face à cette brutale répression, les chefs syndicaux ont immédiatement offert leur rameau d'olivier au gouvernement. Des négociations entre délégués gouvernementaux et le syndicat, Sitraibana [3] se sont ouvertes le 11. Le syndicat a appelé à la reprise du travail au terme d'un accord **dont l'unique revendication satisfaite était le retrait de la Loi 30 qui annulait le versement des quotes-parts patronales aux syndicats !** Sans la moindre pudeur, le syndicat n'a vu que ses intérêts particuliers et a méprisé les revendications ouvrières et la violente attaque représentée par la Loi 30 !

Certains secteurs ouvriers ont rejeté le retour au travail et se sont maintenus en grève jusqu'au 14 juillet, les manifestations quotidiennes de toute la population n'ont pas été annulées et, le 18 juillet, il y a eu des manifestations dans tout le pays en signe de deuil pour les travailleurs assassinés.

Pour calmer les esprits, *"Martinelli et compagnie sont intervenus à Bocas de Toro comme s'ils étaient encore en campagne électorale, faisant des cadeaux, de fausses promesses et de feintes excuses, sans reconnaître l'ampleur de la responsabilité du Gouvernement dans ce massacre contre le peuple. Les médias n'ont pas diffusé non plus les multiples démonstrations de protestation de la population à ce qui a été, sans le moindre doute, une offense à la dignité du peuple"*.

Aussi, le président a organisé une Commission d'enquête, composée de délégués gouvernementaux, patronaux, religieux et syndicaux, pour *"faire la lumière sur ce qui s'est passé dans la province de Bocas de Toro entre les 5 et 13 juillet 2010"* et une Table de concertation pour *"analyser les conditions de travail des travailleurs dans les bananeraies"* qui, comme le dit un des messages que nous avons reçus "est une commission entre moi et moi".

En combinant la carotte et le bâton, la répression féroce et des shows de dialogue et d'action parlementaire, la bourgeoisie panaméenne semble être sortie victorieuse de ce conflit, en durcissant et en dégradant les conditions de vie ouvrière et en renforçant la répression et l'arbitraire patronal. Des syndicats dissidents ont promis une "grève générale" sans en fixer de date.

Quelques enseignements

Le contrôle syndical de la lutte s'achève en livrant les travailleurs pieds et poings liés. Au début, le Sitraibana s'est montré très combatif et toutes les organisations de gauche et syndicales le citaient comme un "exemple". Cette réputation "radicale" a permis à ses chefs d'effectuer un virage à 180º et pactiser avec le gouvernement un "accord" qui a démobilisé les travailleurs malgré quelques résistances qui se sont manifestées. Ceci nous montre que les travailleurs, syndiqués ou non-syndiqués, ont besoin de contrôler collectivement leur lutte en l'arrachant des mains trompeuses des syndicats, ont besoin d'assemblées massives ouvertes aux autres travailleurs qui suivent au jour le jour l'évolution de la lutte, les négociations, les actions à mener, etc. Ces mesures sont vitales pour que la solidarité, la camaraderie, la force collective, l'héroïsme et la conscience qui se développe dans la lutte ne soient pas gaspillés et perdus, provoquant désillusions et démoralisation.

Dans cette lutte a aussi beaucoup pesé le fait que la province de Bocas de Toro est un des territoires les plus misérables du pays, peuplé de nombreuses tribus indigènes opprimées et appauvries, ce qui a contribué à la dévoyer d'une lutte authentiquement prolétarienne et autonome. La grève a été le signal d'un important mouvement de mécontentement populaire. Ceci est positif quand le prolétariat parvient à canaliser ce mécontentement vers son propre terrain de classe contre le capital et l'État. C'est toutefois négatif et affaiblit le prolétariat ainsi que la libération même de ces couches sociales si – comme c'est arrivé lors de cette lutte – c'est la mobilisation interclassiste qui prend le dessus, pour *"le rétablissement des libertés démocratiques attaquées par la Loi 30"*, pour *"la mise en oeuvre par le gouvernement central d'investissements dans la province abandonnée"*, pour *"la reconnaissance des droits ancestraux des peuples indigènes"*.

Quand la lutte tombe dans ce bourbier populaire, **seul le capital sort gagnant**. Celui-ci ne présente jamais ses intérêts pour ce qu'ils sont – des intérêts égoïstes au détriment de la grande majorité – mais les revêt toujours des déguisements trompeurs du "peuple", de "la citoyenneté", des "droits sociaux" et autres sornettes vides de sens. Ces tromperies font perdre au prolétariat son identité et son autonomie de classe, et ainsi parviennent à le mettre en échec, lui et l'ensemble de la population opprimée.

CCI (27 juillet 2010)

1) Nous saluons chaleureusement le Forum ESPAREVOL (en espagnol), qui réalise un effort important pour rassembler nouvelles et communiqués sur les luttes ouvrières. Voir http ://esparevol.forumotion.net/noticias-informaciones-y-comunicados-obreros-f9/

2) Les citations viennent d'informations reçues de différents camarades.

3) Sitraibana : Syndicat de travailleurs de l'industrie bananière.

BANGLADESH

Grèves sauvages et man
le prolétariat brise le myth

Excédés par des conditions de vie et de travail déplorables, par la hausse des prix des denrées de base (riz, etc.) et des salaires misérables, des milliers de travailleurs du textile ont été contraints de se lancer spontanément dans des luttes très dures au Bangladesh. Des affrontements sanglants avec les forces de l'ordre se sont produits, notamment au mois de juin dernier et au cours de cet été. Exprimant leur combativité, les ouvriers ont même refusé, dans un mouvement général, une hausse de 80 % d'un salaire restant toujours insupportablement bas, proposée par les patrons, le gouvernement et les syndicats. Le refus et la solidarité se sont manifestés spontanément. Les grèves se sont étendues aux usines avoisinant la périphérie de la capitale, et même au-delà, dans tout le pays, notamment pour faire face à la répression. La colère et l'indignation des travailleurs, faisant rapidement tache d'huile, se sont souvent traduites par des destructions de machines, véritables symboles de leur condition de forçats. Les dégradations occasionnées dans les usines témoignent d'ailleurs d'une rage cherchant à s'affranchir de la condition imposée par les bagnes du capital. Les ouvriers ont construit des barricades, bloqué les autoroutes, investi le centre de la capitale à plusieurs reprises pour se faire entendre et se défendre collectivement. En riposte à ces initiatives, des lock-out et fermetures d'usines ont été organisés par les patrons qui ont systématiquement appelé les forces de l'ordre à la rescousse. Face à la répression brutale, des ouvriers ont même perdu la vie au cours des multiples affrontements ! Plus de 300 ouvriers considérés comme des "meneurs" ont été arrêtés. Beaucoup sont actuellement encore en prison. Des milliers de prolétaires ont aussi été blessés. Exposés aux coups, aux bombes lacrymogènes, aux balles en caoutchouc et aux canons à eau, les ouvriers ont à chaque fois tenté de se défendre, jetant des pierres sur les forces de l'ordre et faute de mieux, leurs propres sandales à la figure des policiers.

Le Bangladesh connaît de plus en plus de grèves sauvages, souvent réprimées avec violence par l'Etat et ses sbires, notamment depuis l'explosion de colère des travailleurs du textile en 2006 (voir *RI* nº 370). Ce pays, qui emploie 3,5 millions d'ouvriers dans le principal secteur du textile et de la confection, exporte 80 % de sa production en direction des grandes firmes et des marques occidentales. Ces dernières, malgré leurs grands discours moralisateurs sur le "salaire décent" et le "refus du travail des enfants", sous-traitent les commandes de marchandises en exerçant des pressions énormes pour faire baisser les prix d'une force de travail pourtant la moins chère au monde. Dans un contexte de crise et de surproduction aiguë, même des salaires mensuels moyens de 19 euros deviennent trop chers aux yeux du capital et des patrons !

Les prolétaires du textile, souvent fraîchement issus des campagnes, ne peuvent survivre avec de tels salaires de misère, croupissant dans les bidonvilles régulièrement inondés de la capitale, Dacca. Leurs conditions de vie et de travail sont inhumaines, pire que celle des bagnes industriels des débuts de l'industrialisation en Europe. L'essentiel de cette main d'œuvre corvéable à merci est en plus constitué de femmes qui travaillent plus de dix heures par jour, d'autres la nuit, avec des rythmes effrénés, sous une chaleur souvent harassante. Victimes de brutalités de toutes sortes, elles endurent sous la contrainte quotidienne les menaces physiques et les abus sexuels des chefs. Un travailleur sur cinq a moins de 15 ans ! L'insécurité permanente, liée aux infrastructures archaïques du fait d'une volonté de rentabilisation maximale, multiplie les risques d'accidents. Ainsi, par exemple, suite à deux incendies d'usines, des centaines d'ouvriers ont été tués au cours de l'année 2009 !

Face à des explosions de colère de plus en plus visibles et violentes dans les pays pauvres, la bourgeoisie s'inquiète de l'inefficacité croissante de la répression comme réponse pour tenter d'enrayer le phénomène. C'est pour cela qu'émerge une préoccupation afin d'adapter les forces de répression jouant davantage sur le recours aux organes d'encadrement que sont les syndicats. Au Bangladesh, les principaux syndicats n'ont que très peu d'emprise directe sur les ouvriers. Ils sont perçus comme totalement inféodés aux partis politiques. C'est pour cela que les syndicats non officiels, reprennent à leur compte un discours critique dénonçant le "non

Solidarité avec les travailleurs du métro de Madrid !

Nous publions ci-dessous la prise de position du CCI en Espagne sur la grève du Métro de Madrid. Nous recommandons à nos lecteurs de lire sur notre site la déclaration de solidarité d'un groupe de postiers de la capitale espagnole.

CES QUELQUES lignes pour exprimer notre plus chaleureuse et fraternelle solidarité avec les travailleurs du métro de Madrid.

En premier lieu parce qu'ils donnent l'exemple du fait que la lutte massive et déterminée est la seule riposte qu'ont en main les exploités contre les attaques brutales que les exploiteurs veulent nous imposer. Dans le cas présent, contre une réduction salariale de 5 %. Un coup de hache anti-ouvrier, qui est même complètement illégal du point de vue de la propre légalité bourgeoise, puisqu'il est ni plus ni moins qu'une violation unilatérale d'une convention collective signée préalablement. Et ils osent encore traiter de "délinquants" les ouvriers du métro !

Solidarité aussi contre la campagne de diffamation et de terreur de "lynchage moral" de ces camarades. Une campagne lancée comme il se doit par les politiciens et les médias de la droite la plus rance, qui a présenté les grévistes comme des pions d'une campagne du PSOE contre la "cheftaine" du Parti populaire à Madrid, Esperanza Aguirre, et qui a exigé, avec la rage et le fiel que cette droite est capable de secréter, "des sanctions !", "des licenciements !"[1]. Mais il ne faut surtout pas oublier la vigoureuse collaboration de la gauche dans cette campagne d'isolement et de dénigrement des travailleurs. Aguirre ou Rajoy réclamaient de la fermeté et du fouet contre ces "vandales", mais le ministre de l'Industrie mettait à la disposition de la région une mobilisation massive d'autres moyens de transports pour briser la grève, et le ministre socialiste de l'Intérieur a mis à la disposition d'Aguirre jusqu'à 4500 policiers supplémentaires ! Quant aux médias "de gauche", avec moins de haine mais plus d'hypocrisie, ils n'ont fait que renforcer l'idée "d'une grève avec prise d'otages" comme titrait *El País* le 30 juin. Entre Esperanza Aguirre et la lutte ouvrière contre les exigences des exploiteurs, ces laquais du système capitaliste, dits "rouges" (et qui osent encore porter dans leurs sigles le "O" d'ouvrier), savent très bien qui ils doivent choisir,...

Ce qui les a le plus indigné tous autant qu'ils sont, ce ne sont pas les "dérangements" causés aux usagers. Il suffit de voir dans quelles conditions doivent se déplacer les "usagers" les jours "normaux" et le chaos croissant dans les transports que les "citoyens" doivent de plus en plus supporter à cause de la négligence de plus en plus grande concernant les infrastructures et, plus particulièrement, les transports publics. Malgré ce qu'ils disent, ils ne sont pas particulièrement irrités non plus par les pertes causées aux entreprises dues aux retards et l'absence des employés. En fait, il faut avoir un culot monstre pour accuser les grévistes du métro de porter atteinte au "droit du travail", alors que le capital espagnol a "privé de ce droit" rien moins que presque cinq millions de prolétaires !

Non. Ce qui en vérité les embête et les préoccupe dans cette lutte des travailleurs du métro de Madrid, c'est justement cela : le fait que la lutte ait éclaté ; le fait que les travailleurs n'aient pas accepté avec résignation les sacrifices et les attaques qui pleuvent de partout et sur tous ; et le fait que pour faire reculer les injonctions de l'entreprise, les ouvriers ne se soient pas contentés d'un pleurnichement stérile comme celui de la grève des fonctionnaires du 8 juin [2], mais aient donné l'exemple de l'unité et de la détermination. C'est *El País* qui le reconnaissait ainsi dans l'édito ci-dessus mentionné : "*Le comité d'entreprise allègue qu'il existait une convention en vigueur jusqu'en 2012 que la décision de la Communauté de Madrid casse unilatéralement. Mais les fonctionnaires aussi avaient cette convention* ["et ceux-ci se sont contentés de la pantomime du 8 juin", parait ajouter de façon subliminale le jésuitique *El País*]. *Il est possible qu'il ait manqué une explication plus pédagogique sur la gravité de la situation qui oblige à faire ces sacrifices en échange de la sécurité de l'emploi* [… et après, ils accusent les grévistes de chantage !], *et une plus grande clarté pour expliquer comment faire cadrer la réduction de salaire avec la garantie ultérieure de maintien du pouvoir d'achat...*"

En tant qu'expression de cette réponse de classe des travailleurs, la lutte des camarades du métro de Madrid est pleine d'enseignements pour tous les ouvriers. Aujourd'hui, cette lutte est entrée dans une sorte de parenthèse et il est difficile de savoir comment elle va évoluer, et il est donc trop tôt pour en faire un bilan exhaustif. Mais voici déjà quelques leçons frappantes que nous pouvons en tirer.

Les assemblés : cœur et cerveau de la lutte ouvrière

Une des caractéristiques de la lutte des ouvriers du métro madrilène a été de s'appuyer sur des assemblées vraiment massives. Le 29 juin, déjà, au moment où il a été décidé de ne pas accepter de faire le service minimum, il y a eu beaucoup de monde qui n'a pas pu rentrer dans la salle, mais le 30, alors que la campagne de dénigrement battait son plein, le nombre des présents a été encore plus élevé que le jour précédent. Pourquoi ? Ce sont les travailleurs du métro eux-mêmes qui y répondent : "*Il fallait démontrer que nous sommes unis comme les doigts d'une main.*"

Grâce à ces assemblées, on a essayé d'éviter beaucoup des ruses habituelles des syndicats. Par exemple, la dispersion et la confusion en ce qui concerne les appels à la grève. C'est ainsi que l'assemblée du 30 juin a décidé d'appliquer le service minimum le 1er et le 2 juillet afin d'éviter de rester coincés entre le syndicat favorable à la convocation de la grève totale et les autres. L'assemblée a décidé aussi de mettre de coté le radicalisme verbal de l'ancien porte-parole du Comité, dont les déclarations du genre "on va faire exploser Madrid" servaient plutôt les ennemis de la lutte dans leur campagne de diffamation et d'isolement des travailleurs du métro.

Mais les assemblées n'ont pas servi seulement à tempérer les exaltations inutiles ou à essayer de ne pas tomber dans les provocations. Elles ont surtout servi à donner du courage et de la détermination pour tous les camarades et à permettre de mesurer ainsi l'état réel de la combativité de tout le personnel. Et c'est ainsi qu'au lieu des votes secrets et individuels des référendums syndicaux, la grève du métro s'est décidée et organisée en votant à main levée, un vote où la détermination des autres camarades a encouragé les plus indécis. La presse a eu beau agiter le spectre de la "pression" sur certains ouvriers par les piquets de grève, on sait très bien que ce qui a encouragé les ouvriers à se joindre aux arrêts de travail a été une décision consciente et volontaire, fruits d'une discussion ouverte et franche où l'on a pu exposer ses craintes mais aussi les raisons pour lutter. Sur un site ouvert pour exprimer sa solidarité avec cette grève (www.usuariossolidarios.wordpress.com) une jeune travailleuse du métro dit franchement qu'elle allait à l'assemblée du 29 juin "pour ne plus avoir peur de lutter".

Le piège du "service minimum"

Dans le cas de cette grève du métro, ce qui a été utilisé comme plate-forme de tir pour bombarder les grévistes, en essayant ainsi de les intimider pour qu'ils abandonnent la lutte, a été le décret sur le service minimum.

Dame Esperanza Aguirre, dans son palais présidentiel, a eu beau se présenter comme une donzelle sans défense entre les mains des ces énergumènes de grévistes, la vérité est que la loi permet aux autorités (autrement dit, le patron pour les employés publics), de fixer le service minimum. En sachant par expérience qu'elle possédait cette marge de manœuvre légale et, surtout, se sentant soutenue par tout le chœur médiatique des chaînes de TV, la présidente de la Région de Madrid a concocté une véritable provocation : imposer un service minimum sur la base de 50 % du personnel.

Avec ce piège, on essaye de mettre les employés du métro dos au mur. S'ils acceptent le service minimum, c'est leur volonté de ne pas plier face aux dictats du patron qui est entamée. S'ils ne les acceptent pas, ils prendront sur leurs épaules la responsabilité de toutes les adversités que vont endurer leurs frères de classe, qui constituent le gros des usagers du métro... De plus, cette loi du service minimum qui, à en croire les défenseurs de l'ordre bourgeois, "n'existe pas" bien qu'"il faille la renforcer", offre la possibilité au gouvernement, qui est, encore une fois, le patron en dernière instance, d'imposer des sanctions si ce service minimum n'est pas réalisé, ce qui lui offre une carte supplémentaire pour la négociation. Deux jours après que les travailleurs du métro aient retiré leur refus du service minimum, la direction de la compagnie a augmenté la quantité des sanctionnés de 900 à 2800 travailleurs.

La seule voie pour sortir d'une telle souricière est de briser le piège grâce à la solidarité de classe.

La solidarité de classe est le terreau sur lequel pousse la combativité et la force des travailleurs

La force des luttes ouvrières ne se mesure pas à leur capacité de provoquer des pertes dans les entreprises capitalistes. Pour cela, et c'est ce qu'on peut vérifier dans le cas même du métro de Madrid, les dirigeants eux-mêmes de ces entreprises savent y faire et n'ont besoin de personne. Cette force-là ne se mesure pas non plus dans la capacité à paralyser une ville ou un secteur. Là aussi, il est difficile de rivaliser avec l'État bourgeois lui-même.

La force des luttes ouvrières prend surtout ses sources dans le fait qu'elles énoncent, plus ou moins explicitement, un principe universel valable pour tous les exploités : les besoins humains ne doivent pas être sacrifiés sur l'autel des lois du profit et de la concurrence propres au capitalisme.

Un affrontement de tel ou tel secteur des travailleurs avec son patron aura beau être radical, si la bourgeoisie arrive à le présenter comme quelque chose de spécifique ou particulier, elle réussira à défaire cette lutte en donnant au passage un coup au moral de toute la classe ouvrière. Si, au contraire, les travailleurs arrivent à conquérir la solidarité des autres ouvriers, s'ils arrivent à les convaincre du fait que leurs revendications ne sont pas une menace pour les autres exploités, mais l'expression des mêmes intérêts de classe, s'ils font de leurs assemblées et leurs rassemblements des instruments utiles que d'autres travailleurs peuvent rejoindre, alors là, oui, ils se renforcent eux-mêmes et avec eux l'ensemble de la classe ouvrière.

Le plus important pour la lutte des ouvriers du métro madrilène, ce n'est pas d'envoyer les piquets empêcher la sortie de telle ou telle quantité de rames (même s'il faut évidemment que l'assemblée sache si ses décisions sont réalisées) mais, au-delà, expliquer à leurs camarades, en commençant par ceux de l'EMT (Entreprise municipale de transports) ou de Télémadrid (TV régionale) et aux fonctionnaires, les raisons de leur lutte. Pour l'avenir de la lutte, il n'est pas essentiel de réaliser tel ou tel pourcentage de "service minimum" (même si la majorité des travailleurs doit être dégagée des contraintes du travail pour que les assemblées, les piquets et les rassemblements puissent se tenir), le plus important est de gagner la confiance et la solidarité des autres secteurs ouvriers, d'aller dans les quartiers pour expliquer pourquoi les revendications des ouvriers du métro ne sont ni un privilège ni une menace pour les autres ouvriers, mais une riposte aux attaques dues à la crise.

Ces attaques vont toucher tous les travailleurs, de tous les pays, de toutes les conditions, de toutes les catégories... Si le capital réussissait à faire s'affronter les travailleurs entre eux, ou ne serait-ce qu'à les faire lutter isolés, avec tout le radicalisme qu'on voudra mais chacun dans son coin, elle finirait par imposer les exigences de son système d'exploitation. Mais si, au contraire, les luttes ouvrières commencent à faire fermenter l'unité et la massivité des combats contre ces exigences criminelles, nous serons en mesure d'empêcher l'application de nouveaux sacrifices encore plus sanglants sur les conditions de vie de travailleurs. Ce serait là un pas très important pour le développement de l'alternative prolétarienne face à la misère et la barbarie capitalistes.

AP (12 juillet 2010)

1) Le gouvernement espagnol est aux mains du Parti socialiste (PSOE), tandis que la région de Madrid (dont la Présidente est la susnommée Aguirre) et la ville de Madrid, dont dépend la gestion du métro, sont entre celles de la droite (Parti populaire, dont le dirigeant national est Rajoy). Et c'est ainsi que ces deux partis ont joué une surenchère politicarde, se traitant de tous les noms, mais se mettant bien d'accord sur le dos des employés du métro [NdT].

2) Lire, en espagnol, notre bilan du 8 juin sur http ://es.internationalism.org/node/2891

Lire en complément sur notre site

Lettre de solidarité d'un groupe de postiers de Madrid

SOLIDARITÉ TOTALE AVEC LES GRÉVISTES DU MÉTRO DE MADRID

nifestations : ne de la docilité

respect du droit syndical", en s'affirmant plus comme de réels opposants. Comme s'en émeut un syndicaliste au Bangladesh, "*les recours légaux étant quasiment impossibles, la manifestation spontanée est souvent la seule solution*" (http ://www.lemonde.fr). Avec le même souci, le syndicat local BGWUC, conscient de sa mission d'encadrement, souligne que "*la moindre répression devrait donner aux leaders syndicaux la possibilité d'intervenir rapidement sur les lieux de travail pour que les conflits naissants ne dégénèrent pas dans les violences habituelles*". (http ://dndf.org/?p=2801) Autrement dit, les syndicats demandent qu'avant le recours à la matraque on fasse appel à leurs services pour étouffer la lutte de classe. C'est aussi pour cela que des syndicalistes occidentaux ont fait récemment le déplacement au Bangladesh, afin d'aider à mieux canaliser et encadrer la colère : des syndicalistes issus du syndicat britannique Unite et du syndicat américain United Steel Workers ont ainsi fait le voyage pour aider les syndicats locaux. En 1980 en Pologne, des syndicalistes français étaient venus pareillement prêter main forte au syndicat Solidarnosc pour l'aider à désamorcer et à saboter la grève.

Face à ces dispositifs de l'ennemi de classe, le prolétariat doit déjà et devra donc redoubler de vigilance au cours des nouvelles expériences de solidarité qui ne manqueront pas de venir. Les grèves et manifestations de rues, de plus en plus combatives, massives et incontrôlables, s'inscrivent en effet dans un vaste mouvement international qui a été initié en 2003 par les luttes du secteur public en France. Depuis, cette dynamique de lutte s'est confirmée partout, notamment dans les pays pauvre du sud, comme en témoignent les autres combats qui se sont déroulées en Algérie, en Turquie, ou plus récemment en Chine.

Alors qu'il y a quelques années les travailleurs de la périphérie étaient présentés par la propagande d'état comme des "concurrents et des ennemis avec lesquels on ne peut pas rivaliser", ils apparaissent davantage aujourd'hui, par toutes ces luttes courageuses, comme des frères de classe victimes du capital et de sa crise. C'est pour cela, entre autres, que la bourgeoisie continue d'exercer un véritable black-out sur ces mêmes luttes, qu'elle cherche à masquer les ripostes, tout en essayant de continuer à pourrir la conscience ouvrière. Il lui faut surtout masquer la principale leçon de ces luttes : celle de la réalité d'un développement croissant de la solidarité dans les rangs ouvriers.

Dans ce processus de lutte international, il revient aux prolétaires des pays développés de prolonger ce même combat engagé, en montrant le chemin pour dégager à terme une perspective révolutionnaire. Il est en effet de son devoir de favoriser l'unité et la conscience du but, de faire de son expérience historique accumulée et irremplaçable, une véritable arme pour la révolution.

WH (24 août)

La confiance dans l'avenir

Au printemps dernier s'est tenu le 18e Congrès de RI. Cette assemblée plénière de la section du CCI en France fut un moment très riche de débats fraternels et chaleureux auxquels des délégations d'autres sections du CCI et les sympathisants invités ont pu assister.
Les travaux de ce Congrès ont été centrés autour de quatre axes principaux :
- l'évolution de la crise économique mondiale ;
- ses perspectives pour le développement de la lutte de classe ;
- la dynamique actuelle des contacts du CCI ;
- le lien entre le marxisme et les sciences.

Concernant la crise économique, le rapport présenté par l'organe central de RI et les débats qui ont suivi ont souligné l'impasse dans laquelle est acculée la classe dominante et son incapacité à juguler le fléau de l'endettement. Malgré tous ses discours mystificateurs sur la prétendue "reprise" économique, la bourgeoisie mondiale n'a pas d'autre solution à l'endettement que de poursuivre sa politique d'endettement des États. Un débat s'est développé, et doit se poursuivre dans le CCI, autour des limites objectives de cet endettement.

Le Congrès a pu s'homogénéiser sur les perspectives de la crise économique : aucun retour vers une quelconque période de prospérité n'est désormais possible. La marge de manœuvre de la bourgeoise est extrêmement étroite et ne peut que la conduire à imposer partout des plans d'austérité draconiens.

Face à l'incapacité de la bourgeoisie de trouver le moindre remède à la faillite de son système, qui frappe maintenant de plein fouet les États européens (Grèce, Portugal, Espagne, etc.), la bourgeoisie ne peut apporter qu'une seule réponse : attaquer toujours plus violemment les conditions de vie de la classe exploitée, comme cela vient de se passer en Grèce.

Ces attaques massives vont se solder par une aggravation sans précédent du chômage avec des licenciements dans tous les secteurs, une baisse drastique des salaires, une précarité croissante de l'emploi pour les jeunes générations, la poursuite des attaques contre les pensions de retraites, un démantèlement de l'État Providence, etc.

C'est donc dans le contexte de la plongée de l'économie mondiale dans une crise de plus en plus profonde et insurmontable que va s'aiguiser la confrontation entre la bourgeoisie et le prolétariat.

Les débats sur la dynamique actuelle de la lutte de classe et ses perspectives pour les deux années à venir ont mis en évidence les difficultés auxquelles est confrontée la classe ouvrière des pays d'Europe occidentale, notamment la France.

Le fait qu'aujourd'hui les luttes ouvrières ne puissent se hisser à la hauteur de la violence des attaques a donné lieu à un débat très riche qui a permis au Congrès de mieux cerner et analyser les causes d'un tel décalage.

Comme nous l'avions mis en évidence au dernier Congrès du CCI, la classe ouvrière, malgré son énorme mécontentement, éprouve une hésitation à s'engager dans des luttes massives. Ce relatif déboussolement est dû au coup de massue qu'elle subit et qui, dans un premier temps, ne peut que renforcer ses hésitations à engager le combat pour la défense de ses conditions de vie.

Le chômage, et la peur des licenciements, constituent un facteur de paralysie qui ne peut être surmonté immédiatement et nécessite que le prolétariat retrouve progressivement son identité de classe et sa confiance en lui-même.

Un processus de maturation est donc indispensable pour que puissent surgir des luttes massives. Cette maturation s'exprime déjà par les luttes ouvrières qui se sont développées récemment, notamment celles des travailleurs de Tekel en Turquie, particulièrement significatives de la dynamique de la lutte de classe à l'échelle internationale (à propos de la grève de Tekel, voir les articles publiés sur notre site en février et juin 2010).

Les débats du Congrès ont également mis en évidence que la bourgeoisie des pays industrialisés et, notamment la bourgeoisie française, redoute le surgissement de ces luttes massives. En France, la classe dominante ne peut se permettre de prendre le risque d'une situation sociale identique à celle qui a explosé en Grèce, suite au plan d'austérité destiné à juguler la faillite de l'État.

Le Congrès a également développé une discussion sur la différence entre grève de masse et luttes massives. Il a mis en évidence que même si la perspective du surgissement de luttes massives est devant nous, cela ne signifie nullement que nous soyons entrés dans une période historique de grève de masse, laquelle nécessite un certain niveau de politisation des luttes.

C'est dans le cadre de l'analyse du CCI sur la dynamique de la lutte de classe à l'échelle mondiale, mis en évidence à notre dernier Congrès international, que s'est déroulé le débat sur la situation sociale en France.

La discussion a souligné que le prolétariat en France détient une longue expérience de lutte ancrée dans sa mémoire collective : la Commune de Paris, Mai 68 et, plus récemment, la lutte des jeunes générations contre le CPE qui a obligé le gouvernement Villepin à reculer.

Le spectre des luttes massives hante la bourgeoisie. Une bourgeoisie affaiblie par les bourdes successives et de plus en plus impopulaires de Sarkozy. C'est la raison pour laquelle la classe dominante marche sur des œufs : elle tente de masquer autant que possible la profondeur de ses attaques (notamment celle sur les retraites) et compte sur les syndicats pour saboter les explosions de mécontentement de la classe ouvrière.

Les débats du Congrès ont ainsi mis en évidence que la poursuite de l'attaque sur les retraites en France va constituer un test très important permettant de mesurer le rapport de forces entre les classes.

La discussion a permis également de mieux cerner l'impact actuel de l'encadrement syndical sur la classe ouvrière. Bien que cette dernière ne soit pas encore en mesure de se dégager de l'emprise des syndicats et de l'idéologie syndicaliste pour prendre elle-même ses luttes en main, le débat à fait ressortir qu'il existe, dans les rangs ouvriers, peu d'illusions sur le rôle et l'efficacité des méthodes de luttes préconisées par les syndicats.

Si, malgré cette désillusion, la classe ouvrière n'est pas encore à même aujourd'hui de se mobiliser en dehors et contre les syndicats, c'est essentiellement du fait de sa difficulté à retrouver confiance en ses propres forces.

La classe ouvrière ressent de plus en plus le besoin de se battre contre les attaques du gouvernement et du patronat, mais ne sait pas comment lutter sans passer par les syndicats. Cette difficulté est liée au poids de l'idéologie démocratique qui pèse encore très fortement sur la conscience de la classe exploitée. Celle-ci ne peut concevoir de se mobiliser massivement en dehors du cadre de la "légalité" de l'État démocratique. La question syndicale constitue donc un enjeu majeur dans la dynamique future vers les affrontements de classe massifs.

Les travaux du Congrès se sont penchés également sur la dynamique actuelle de notre milieu de contacts en France.

Sur le plan de l'affluence de nouveaux contacts, nous avons pu constater un certain décalage entre les pays d'Europe occidentale et les zones de la périphérie (notamment l'Amérique latine).

Le Congrès n'a pas dégagé une totale homogénéité dans l'analyse des causes de ce décalage et s'est donné comme objectif la poursuite du débat dans toutes les sections du CCI.

En particulier, une analyse a été avancée et mérite une réflexion plus approfondie : l'Europe occidentale a été le théâtre de deux guerres mondiales et de la contre révolution la plus profonde de l'histoire avec l'écrasement sanglant de la révolution en Allemagne au début des années 1920. Ces événements tragiques ont provoqué un profond traumatisme dont les séquelles marquent encore aujourd'hui le prolétariat des pays d'Europe occidentale. C'est ce qui pourrait expliquer le poids très fort des illusions démocratiques dans cette région du monde, de même que la méfiance à l'égard des groupes se réclamant de la révolution d'Octobre 1917 en Russie. C'est également dans cette partie de la planète que les campagnes anti communistes, consécutives à l'effondrement de l'URSS et des régimes staliniens, ont eu le plus grand impact. Les organisations révolutionnaires appartenant au courant de la Gauche communiste inspirent donc encore une certaine méfiance.

Néanmoins, avec la faillite de plus en plus évidente du capitalisme, un nombre croissant d'éléments à la recherche d'une perspective historique, tend à se tourner vers des groupes tels que le CCI. Ainsi, en France, comme dans tous les pays d'Europe, nous avons pu constater un accroissement du nombre de nos contacts et sympathisants. Et surtout une volonté de débattre, de confronter et clarifier les divergences dans un climat de fraternité et de confiance mutuelle, y compris dans nos relations avec des groupes et éléments internationalistes appartenant au courant anarchiste (tel la CNT-AIT).

Les travaux du Congrès ont également développé une discussion sur un texte d'orientation élaboré par l'organe central du CCI : "Marxisme et sciences". Suite aux discussions que nous avons menées au cours de l'année Darwin, le CCI a en effet ressenti le besoin de se réapproprier la démarche du mouvement ouvrier relative au lien entre le marxisme et les sciences.

Dans la mesure où le marxisme est avant tout une méthode scientifique d'analyse de la réalité sociale, le CCI se devait de se pencher sur les fondements de toute méthode scientifique.

Les marxistes se sont toujours intéressés aux sciences, à leurs découvertes qui sont partie intégrante du développement des forces productives de la société.

Le prolétariat ne pourra construire la société communiste du futur qu'avec le développement de la recherche scientifique.

Bien évidemment les marxistes ne sont pas des spécialistes des sciences, et le débat que nous avons mené au Congrès portait essentiellement sur la méthode. Un certain nombre de divergences sont apparues, notamment autour de la question "qu'est-ce qu'une science ?". De même, il n'existe pas de position officielle, pas d'homogénéité en notre sein à propos des apports de Freud à la science. La discussion a également mis en lumière l'intérêt particulier que les marxistes doivent porter aux sciences de l'homme, afin de mieux comprendre ce qu'est la "nature humaine".

Les débats sur ces questions doivent encore se poursuivre en notre sein mais également à l'extérieur du CCI.

Pour conclure, toutes les délégations du CCI et les camarades invités à ce Congrès ont salué ses travaux, la richesse des discussions et le climat très fraternel dans lequel elles se sont déroulées.

Cette fraternité s'est manifestée non seulement dans la tenue des débats, mais également par l'organisation d'une soirée conviviale au cours de laquelle tous les participants ont pu partager un moment de détente festive où la solidarité et la chaleur humaine étaient au rendez-vous.

Cette confiance mutuelle et cette solidarité doit continuer à nous servir de phare pour la poursuite de notre activité et de notre combat pour l'unification de l'humanité et la construction d'une nouvelle société sans pénurie, sans guerre et sans exploitation.

Nous savons que le chemin est encore long et parsemé d'embûches, mais notre conviction de l'impasse du capitalisme et notre confiance dans la classe porteuse du communisme est infaillible. C'est cette confiance dans l'avenir que portent les futurs combats de la classe ouvrière qui constitue la principale force du CCI.

Sofiane (20 août 2010)

Suite de la page 8

La Gauche communiste et l'anarchisme...

celles qui s'expriment dans son ouvrage *L'État et la révolution* rédigé en 1917. Ces erreurs peuvent s'expliquer par de nombreuses raisons que nous ne pouvons développer ici mais qui font partie du débat général entre la Gauche communiste et les anarchistes internationalistes. Disons simplement que la raison essentielle est le fait que la Révolution russe a constitué la première (et unique à ce jour) expérience historique d'une révolution prolétarienne momentanément victorieuse. Mais il appartient aux révolutionnaires de tirer les enseignements de cette expérience comme l'a fait dès les années 1930 *Bilan* pour qui "*la connaissance profonde des cause de la défaite*" était une exigence primordiale. "*Et cette connaissance ne peut supporter aucun interdit non plus qu'aucun ostracisme. Tirer le bilan des événements d'après guerre, c'est donc établir les conditions pour la victoire du prolétariat dans tous les pays*" (*Bilan* n°1, novembre 1933).

Les anarchistes et la Gauche communiste

Les périodes de contre-révolution ne sont guère favorables à l'unité, ou même à la coopération des forces révolutionnaires. Le désarroi et la dispersion qui affecte l'ensemble de la classe ouvrière se répercute aussi dans les rangs de ses éléments les plus conscients. De la même façon qu'au sein des groupes qui ont rompu avec le stalinisme tout en se réclamant de la révolution d'octobre, le débat n'a pas été facile dès les années 1920 et tout au cours des années 1930, le débat entre anarchistes et Gauche communiste a été particulièrement difficile tout au long de la période de contre-révolution.

Comme on l'a vu plus haut, le fait que le sort de la révolution russe semblait apporter de l'eau au moulin de ses critiques au marxisme, l'attitude dominante au sein du mouvement anarchiste était de rejeter toute discussion avec les marxistes "forcément autoritaires" de la Gauche communiste. Et cela d'autant plus que, dans les années 1930, ce mouvement avait une notoriété bien supérieure à celle des petits groupes de la Gauche communiste, du fait notamment de la place de premier plan occupée par les anarchistes dans le prolétariat d'un pays, l'Espagne, où s'est joué un des événements historiques les plus décisifs de cette période.

Réciproquement, le fait que, d'une façon presque unanime, le mouvement anarchiste ait considéré que les événements d'Espagne constituaient une sorte de confirmation de la validité de ses conceptions, alors que la Gauche communiste y voyait surtout la preuve de leur faillite, a pendant très longtemps constitué un obstacle à une collaboration avec les anarchistes. Il faut cependant relever que *Bilan* s'est refusé à placer tous les anarchistes dans le même sac et cette revue a publié, lors de son assassinat par le stalinisme en mai 1937, un hommage à l'anarchiste italien Camillo Berneri, qui avait entrepris une critique sans concession de la politique menée par la direction de la CNT espagnole.

Plus significatif encore est le fait que se soit tenue en 1947 une conférence regroupant la Gauche communiste italienne (le groupe de Turin), la Gauche communiste de France, la Gauche hollandaise et… un certain nombre d'anarchistes internationalistes ! L'un d'eux a même présidé cette conférence. Cela montre que, même pendant la contre-révolution, certains militants de la Gauche communiste et de l'anarchisme internationaliste étaient animés d'un véritable esprit d'ouverture, d'une volonté de débattre et d'une capacité à reconnaître les critères fondamentaux qui unissent les révolutionnaires au-delà de leurs divergences !

Ces camarades de 1947 nous donnent là une leçon et un espoir pour l'avenir.

Évidemment, les atrocités commises par le stalinisme au nom, usurpé, du marxisme et du communisme, pèsent encore aujourd'hui. Elles agissent comme un mur émotionnel qui entrave toujours puissamment le débat sincère et la collaboration loyale. "*La tradition de toutes les générations mortes* [assassinées, NDLR] *pèse d'un poids très lourd sur le cerveau des vivants*." (Marx dans *le 18-Brumaire de Louis Bonaparte*). Ce mur qui nous inhibe ne peut pas être démoli du jour au lendemain. Néanmoins, il commence à se fissurer. Nous devons entretenir le débat qui naît peu à peu sous nos yeux, nous efforcer d'être animés d'un élan fraternel, en gardant toujours en tête que nous essayons tous, sincèrement, d'œuvrer à l'avènement du communisme, d'une société sans classe.

CCI (août 2010)

LE CCI SUR INTERNET

internationalism.org

E-mail : france@internationalism.org

ABONNEMENTS

Abonnement découverte
Révolution internationale, 3 numéros : 5 €
pack *Révolution internationale* (3 numéros)
+ *Revue internationale* (1 numéro) : 8 €

Abonnement simple
Révolution internationale

1 an (11 numéros)	6 mois (6 n^os^)
France : 18,5 €	9 €
Etranger : 20,5 €	10 €
Par avion DOM/TOM : 21,5 €	11 €

Abonnement simple
Revue internationale

1 an (4 numéros)	6 mois (2 n^os^)
France : 18,5 €	9 €
Etranger : 17 €	8,5 €
Par avion DOM/TOM : 18,5 €	9 €

Abonnement couplé : journal + revue

1 an	6 mois
France : 35 €	16 €

Abonnement diffuseur
Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :

Révolution internationale
abonnement à 3 : 45 €
à 5 : 73 €

Revue internationale
abonnement à 2 : 31 €
à 3 : 45 €

Ecrivez-nous pour mettre au point

Versement par chèque bancaire ou postal
à l'ordre de RI – CCP 523544Y - Rouen, à adresser à la boîte postale de RI.

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Au-delà des discussions que nous pouvons avoir lors de nos réunions publiques et permanences, nous appelons donc vivement nos lecteurs à nous écrire, soit par courrier classique, soit par e-mail ou encore, en utilisant la nouvelle fonctionnalité de notre site internet qui permet de placer vos commentaires à la suite des articles que nous y publions.

APPEL A SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son État pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants. Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires. Elle participe pleinement de la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y – Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.

SOUSCRIPTIONS

Lille :
F, 5 ; M.Flo, 5,70 ; Z, 10

Toulouse :
Fr, 10 ; Ja, 10 ; Bt, 30 ; Ch, 140

Total : 210,70 euros

CHANGEMENTS D'ADRESSE POSTALE

Du fait des conditions politiques actuelles au Venezuela, la BP a été fermée. Nous demandons aux lecteurs d'envoyer leur courrier à la BP du CCI en Espagne ou par e-mail à *venezuela@internationalism.org*.

LISEZ



Revue Internationale 142

Le capitalisme est dans une impasse, les cures d'austérité ou les plans de relance n'y changeront rien

Hommage à notre camarade Jerry Grevin

Qu'est-ce que les conseils ouvriers ? (III)
La Révolution de 1917 (de juillet à octobre) : du renouvellement des conseils ouvriers à la prise du pouvoir

Décadence du capitalisme
Rosa Luxemburg et les limites de l'expansion du capitalisme

La Gauche communiste en Russie
Le Manifeste du Groupe ouvrier du Parti communiste russe

Histoire du mouvement ouvrier
La gauche du Parti communiste de Turquie

La* Revue internationale *est également distribuée par les NMPP, trouvez les points de vente sur www.trouvezlapresse.com.

RÉUNIONS PUBLIQUES

Qu'est-ce que la révolution prolétarienne ?

De quelle nouvelle société va-t-elle accoucher ? Pourquoi est-elle possible ? Est-elle vouée à répandre un "bain de sang" ? N'est-elle pas inéluctablement condamnée à déboucher sur une monstruosité comme l'avaient été les régimes staliniens ? Ce sont ces questions et d'autres soulevées par ce thème central qui feront l'objet d'un débat auquel nous vous invitons à participer lors de nos prochaines réunions publiques.

CAEN
le **samedi 11 septembre** à 17 h
Rendez-vous à 16 h 45
à l'arrêt du tramway
"CROUS-SUAPS",
ligne A et B

LYON
le **samedi 18 septembre**
à 17 h
CCO – 39, rue G.-Courteline
à Villeurbanne
(bus 27, 37, 38, arrêt Antonins)

PARIS
le **samedi 18 septembre**
de 15 h à 18 h,
CICP, 21 *ter* rue Voltaire
Métro Rue-des-Boulets (11e)

MARSEILLE
le **samedi 25 septembre**
à 17 heures
association Milles-Bâbords
61, rue Consolât
Métro Réformés

NANTES
le **samedi 18 septembre**
à 16 h
3 rue de l'Amiral-Duchaffault
(quartier Mellinet)

TOULOUSE
le **samedi 25 septembre**
à 15 heures
restaurant On'Nador,
5, rue de l'Univ.-du-Mirail,
métro Mirail-Université

PERMANENCES • VENTE DE LA PRESSE

Lyon
Vente de la presse
le **jeudi 16 septembre** de 17 à 18 h
Gare de la Part-Dieu (coté métro)

Marseille
Vente de la presse
les **samedis 25 septembre**
de 11 h 30 à 12 h 30
Marché de la Plaine, pl. J.-Jaurès
(face aux rues Ray et St-Michel)

Toulouse
Vente de la presse
le **dimanche 19 septembre**
de 11 à 12 h
Marché aux Puces (Saint-Sernin)

LILLE :
Nous serons présents
à la braderie
(stand face à la mairie)
le **4 septembre**
de 14 h à 18 h.

PUBLICATIONS DU CCI

Révolution internationale
Mail Boxes 153
108, rue Damremont
75018 Paris

Acción proletaria
Apartado de Correos 258
Valencia 46080 – ESPAGNE

Internationalisme
BP 94, 2600 Berchem
BELGIQUE

Internationalism
320 7th Ave. #211
Brooklyn, NY 11215 – USA

Internacionalismo
Changement
d'adresse postale :
voir ci-contre.

Internationell Revolution
IR, Box 21106,
10031 Stockholm – SUEDE

Rivoluzione internazionale
CP 469, 80100 Napoli
ITALIE

Wereld Revolutie
P.O. Box 339
2800 AH Gouda – PAYS BAS

World Revolution
BM Box 869,
London WCI N 3XX
GRANDE-BRETAGNE

World Revolution
AUSTRALIE
Ecrire à l'adresse postale
en Grande-Bretagne

Weltrevolution
Postfach 410308 50863 Köln
ALLEMAGNE

Weltrevolution
Postfach 2216
CH-8026 Zürich
SUISSE

Revolución mundial
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico
MEXIQUE.

Communist Internationalist
(publication en langue hindi)
POB 25, NIT,
Faridabad 121 00.
HARYANA INDIA

BROCHURES DU CCI (tous nos prix sont en euros)

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.
(2,5 + frais d'envoi : France 2,11 / Etranger 4)
La décadence du capitalisme
(2,5 + 2,11 / 4)
Les syndicats contre la classe ouvrière
(2,5 + 2,11 / 4)
Nation ou classe (3 + 2,11 / 4)
Le trotskisme contre la classe ouvrière
(4,5 + 2,11 / 4)
Organisation communiste et conscience de classe
(4 + 2,11 / 4)
Guerre du Golfe (2,5 + 2,11 / 4)
L'État dans la période de transition
(3 + 2,11 / 4)
La Gauche communiste d'Italie (8 + 3,77 / 6)
La Gauche hollandaise (12 + 3,77 / 6)
La Gauche communiste de France (4 + 2,11 / 4)
L'effondrement du stalinisme (3 + 2,11 / 4)
La Révolution russe (2,5 + 2,11 / 4)
Bilan de la lutte des infirmières - Octobre 1988
(2 + 2,11 / 4)
Luttes dans la fonction publique de décembre 95
Une victoire pour les syndicats,
une défaite pour la classe ouvrière (2 + 2,11 / 4)
Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital (4,5 + 2,11 / 4)
Comment le PCF est passé au service du capital
(3 + 2,11 / 4)
La terreur stalinienne : un crime du capitalisme, pas du communisme (3 + 2,11 / 4)
Octobre 17 (3 + 2,11 / 4)
Le communisme n'est pas un bel idéal...
... mais une nécessité matérielle
... il est à l'ordre du jour de l'histoire (3 + 2,11 / 4)
Les élections : un piège pour la classe ouvrière
(2 + 2,11 / 4)

DISTRIBUÉ PAR LES N.M.P.P. • Imprimerie "Expressions 2" – 10 bis, rue Bisson, 75020 • Directeur de la publication : D. Van Celst. • N^o^ de Commission paritaire : 54267

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Gauche communiste et anarchisme internationaliste (2e partie)

Sur nos difficultés à débattre et les moyens de les dépasser

Sur nos difficultés à débattre et les moyens de les dépasser

Dans la première partie de cette nouvelle série d'articles, nous avons essayé de montrer que des points d'accord fondamentaux rapprochaient les anarchistes internationalistes et la Gauche communiste. Pour le CCI, sans nier que des divergences importantes existent, l'aspect crucial est que nous défendions tous de façon déterminée l'autonomie ouvrière en refusant "d'apporter [un] soutien, de quelque manière que ce soit (même de façon "critique", par "tactique", au nom du "moindre mal"…), à un secteur de la bourgeoisie : ni à la bourgeoisie "démocratique" contre la bourgeoisie "fasciste" ; ni à la gauche contre la droite ; ni à la bourgeoisie palestinienne contre la bourgeoisie israélienne ; etc." Plus concrètement, il s'agit :

1) de refuser tout soutien électoral, toute collaboration, avec des partis gérants du système capitaliste ou défenseurs de telle ou telle forme de celui-ci (social-démocratie, stalinisme, "chavisme", etc.) ;

2) de maintenir un internationalisme intransigeant, en refusant de choisir entre tel ou tel camp impérialiste lors de chaque guerre.

Tous ceux qui défendent théoriquement et pratiquement ces positions essentielles doivent avoir conscience d'appartenir à un même camp : celui de la classe ouvrière, celui de la révolution.

Au sein de ce camp, il existe nécessairement des différences d'opinion et de position entre les individus, les groupes, les tendances. C'est en débattant à l'échelle internationale, ouvertement, fraternellement, mais aussi fermement, sans fausse concession, que les révolutionnaires parviendront à participer au mieux au développement général de la conscience prolétarienne. Mais pour ce faire, il leur appartient de comprendre l'origine des difficultés qui, aujourd'hui encore, entravent un tel débat.

Ces difficultés sont le fruit de l'histoire. La vague révolutionnaire qui, à partir de 1917 en Russie et 1918 en Allemagne, a mis fin à la Première Guerre mondiale a été vaincue par la bourgeoisie. C'est alors une terrible contre-révolution qui s'est abattue sur la classe ouvrière de tous les pays et dont les manifestations les plus monstrueuses furent le stalinisme et le nazisme, justement dans les deux pays où le prolétariat avait été à l'avant-garde de la révolution.

Pour les anarchistes, l'établissement, par un parti qui se réclamait du "marxisme", d'une terrifiante dictature policière sur le pays de la révolution d'octobre 1917 a été considéré comme une confirmation des critiques qu'ils avaient depuis longtemps portées contre les conceptions marxistes. A ces conceptions, il était reproché leur "autoritarisme", leur "centralisme", le fait qu'elles n'appellent pas à une abolition immédiate de l'État dès le lendemain de la révolution, le fait qu'elles ne se donnent pas comme valeur cardinale le principe de Liberté. A la fin du 19e siècle, le triomphe du réformisme et du "crétinisme parlementaire" au sein des partis socialistes avait déjà été considéré par les anarchistes comme la confirmation de la validité de leur rejet de toute participation aux élections. C'est un peu la même chose qui s'est produite suite au triomphe du stalinisme. Pour eux, ce régime n'était que la conséquence logique de "l'autoritarisme congénital" du marxisme. En particulier, il y aurait une "continuité" entre la politique de Lénine et celle de Staline, puisque, après tout, la police et la terreur politiques se sont développées alors que le premier était encore vivant et même peu après la révolution.

Évidemment, un des arguments donnés pour illustrer cette "continuité" est le fait que, dès le printemps 1918, certains groupes anarchistes de Russie ont été réprimés, que leur presse a été bâillonnée. Mais l'argument "décisif" est l'écrasement dans le sang de l'insurrection de Kronstadt en mars 1921 par le pouvoir bolchevique, avec Lénine et Trotski à sa tête. L'épisode de Kronstadt est évidemment très significatif puisque les marins et les ouvriers de cette base navale avaient constitué, en octobre 1917, une des avant-gardes de l'insurrection qui avait renversé le gouvernement bourgeois et permis la prise du pouvoir par les soviets (les conseils d'ouvriers et de soldats). Et c'est justement ce secteur parmi les plus avancés de la révolution qui s'est révolté en 1921 avec pour mot d'ordre "le pouvoir aux soviets mais pas aux partis".

La Gauche communiste face à l'expérience russe

Au sein de la Gauche communiste, il existe un plein accord entre ses différentes tendances sur des points évidemment essentiels :

– la reconnaissance de la nature contre-révolutionnaire et bourgeoise du stalinisme ;
– le refus de toute "défense du bastion ouvrier" qu'aurait constitué l'URSS, et en particulier le rejet de toute participation à la Seconde Guerre mondiale au nom de cette défense (ou de tout autre prétexte) ;
– la caractérisation du système économique et social de l'URSS comme une forme particulière de capitalisme, un capitalisme d'État sous sa forme la plus extrême.

Sur ces trois points décisifs, la Gauche communiste se trouve donc en accord avec les anarchistes internationalistes mais s'oppose totalement au trotskisme qui considère l'État stalinien comme un "État ouvrier dégénéré", les partis "communistes" comme des "partis ouvriers" et qui, dans sa grande majorité, s'est enrôlé dans la Seconde Guerre mondiale (notamment dans les rangs de la Résistance).

En revanche, au sein même de la Gauche communiste, il existe des différences notables dans la compréhension du processus qui a fait déboucher la révolution d'octobre 1917 sur le stalinisme.

Ainsi, le courant de la Gauche hollandaise (les "communistes de conseils" ou "conseillistes") considère que la révolution d'octobre était une révolution bourgeoise ayant pour fonction de remplacer le régime tsariste féodal par un État bourgeois plus adapté au développement d'une économie capitaliste moderne. Le parti bolchevique, qui s'est trouvé à la tête de cette révolution, est lui-même considéré comme un parti bourgeois d'un genre particulier chargé de diriger l'établissement d'un capitalisme d'État, même si ses militants et dirigeants n'en étaient pas vraiment conscients. Ainsi, pour les "conseillistes", il existe bien une continuité entre Lénine et Staline, ce dernier étant, en quelque sorte, "l'exécuteur testamentaire" du premier. En ce sens, il existe une certaine convergence entre les anarchistes et les conseillistes mais ces derniers n'en ont pas pour autant rejeté la référence au marxisme.

L'autre grande tendance de la Gauche communiste, celle qui se rattache à la Gauche communiste d'Italie, considère que la révolution d'octobre et le parti bolchevique avaient une nature prolétarienne. Le cadre dans lequel cette tendance insère la compréhension du triomphe du stalinisme est celui de l'isolement de la révolution en Russie du fait de la défaite des luttes révolutionnaires dans les autres pays, au premier lieu en Allemagne. Avant même la révolution d'octobre, l'ensemble du mouvement ouvrier, et les anarchistes ne faisaient pas exception, considérait que si la révolution ne s'étendait pas à l'échelle mondiale, elle serait vaincue. Le fait historique fondamental qu'a illustré le sort tragique de la révolution russe, c'est que cette défaite n'est pas venue de "l'extérieur" (les armées blanches soutenues par la bourgeoisie mondiale ont été battues) mais de "l'intérieur", par une perte du pouvoir de la classe ouvrière, et notamment de tout contrôle sur l'État qui avait surgi au lendemain de la révolution, ainsi que par la dégénérescence et la trahison du parti qui avait conduit la révolution du fait de son intégration dans cet État.

Dans ce cadre-là, les différents groupes se réclamant de la Gauche italienne ne partagent pas les mêmes analyses sur la politique des bolcheviks au cours des premières années de la révolution. Pour les "bordiguistes", le monopole du pouvoir par un parti politique, l'instauration d'une forme de monolithisme dans ce parti, l'emploi de la terreur et même la répression sanglante du soulèvement de Kronstadt ne sont pas critiquables. Au contraire, aujourd'hui encore ils s'en revendiquent pleinement et pendant très longtemps, dans la mesure où le courant de la Gauche italienne était connu à l'échelle internationale essentiellement à travers le "bordiguisme", celui-ci a servi de repoussoir envers les idées de la Gauche communiste de la part des anarchistes.

Mais le courant de la Gauche italienne ne se réduit pas au bordiguisme. La Fraction de Gauche du Parti communiste d'Italie (devenue par la suite Fraction italienne de la Gauche communiste) a entrepris dans les années 1930 tout un travail de bilan de l'expérience russe (*Bilan* était d'ailleurs le nom de sa revue en français). Entre 1945 et 1952, la Gauche communiste de France (qui publiait *Internationalisme*) a poursuivi ce travail et le courant qui allait constituer en 1975 le CCI a repris ce flambeau dès 1964 au Venezuela et 1968 en France.

Ce courant (et en partie également celui qui se rattache au Partito comunista internazionalista en Italie) considère nécessaire la critique de certains aspects de la politique des bolcheviks dès le lendemain de la révolution. En particulier, beaucoup d'aspects que dénoncent les anarchistes, la prise du pouvoir par un parti, la terreur, et notamment la répression de Kronstadt, sont considérés par notre organisation (à la suite de *Bilan* et de la GCF) comme des erreurs, voire des fautes, commises par les bolcheviks qui peuvent parfaitement être critiquées dans le cadre du marxisme et même des conceptions de Lénine, notamment

(suite page 6)

NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de "socialistes" ou "communistes", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du XXe siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'"indépendance nationale", de "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploiteurs.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La "démocratie", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis "ouvriers", "socialistes", "communiste" (les ex-" communistes" aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de "front populaire", "front anti-fasciste" ou "front unique", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, "officielles" ou "de base", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'État capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les États et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni "autogestion", ni "nationalisation" de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir" en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITÉ

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association internationale des travailleurs, 1864-72, l'Internationale socialiste, 1889-1914, l'Internationale communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la IIIe Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.